

Ingratitude ...!

Al-Jumhuriya, 7 octobre 1961.

Il y a de longues années, j'ai entendu pour la première fois parler de l'unité arabe, et je ne l'ai entendue, la première fois, la deuxième fois, ni la troisième fois, que de la bouche de Syriens. L'unité arabe fut un rêve pour les Syriens à l'époque où leur terre, leur vie et tous leurs intérêts se trouvaient entre les mains des Français, qui en disposaient à leur guise et en jouaient comme il leur plaisait. Et peut-être était-ce déjà un rêve pour les Syriens avant cela, lorsque la Syrie était soumise aux Turcs ottomans, qui gérèrent ses affaires et infligèrent à son peuple les pires tourments. Et peut-être les Syriens trouvaient-ils, dans ce rêve, une consolation face à la tyrannie des Turcs et à l'injustice des Français. Et peut-être voyaient-ils dans sa réalisation un moyen d'échapper à leurs dures épreuves, et de recouvrer quelque chose de leur liberté, de leur dignité et de leur souveraineté — non seulement dans leur propre patrie syrienne, mais dans la patrie arabe tout entière. Et ce rêve faillit se réaliser lorsque les Alliés occidentaux triomphèrent des Turcs, et lorsque la Syrie devint un État indépendant. Mais cette indépendance avait à peine vu le jour que les ténèbres du mandat français se refermèrent sur elle, et la patrie syrienne fut déchirée en lambeaux entre les mains des Français, divisée en petits États dont jouaient les puissances mandataires, les orientant vers leurs propres intérêts, si bien que le rêve revint caresser à nouveau les âmes des Syriens. Et tous savent avec quelle vaillance les Syriens se conduisirent dans leur résistance à l'injustice française, comment ils sacrifièrent leurs biens et leurs vies pour recouvrer leur indépendance, et comment leurs cœurs s'assurèrent et leurs âmes se persuadèrent que cette indépendance, une fois accordée, ne serait pas une fin en soi, mais serait un moyen vers la réalisation d'une autre indépendance, plus vaste, plus complète et plus noble — à savoir l'indépendance de la patrie arabe tout entière, et, par la suite, la réalisation de l'unité de la nation arabe.

Et les Syriens, en ces jours-là, détestaient entendre un Arabe quelconque prononcer l'expression « la nation syrienne » ; ils s'empressaient même de corriger cette expression, disant à qui la prononçait : ne dis pas cela, car il n'existe pas de nation syrienne, ni de nation irakienne, ni de nation égyptienne, mais une seule nation : la nation arabe ; dis, si tu veux : le peuple syrien, le peuple irakien, le peuple égyptien, car ces peuples doivent inévitablement s'unir à l'époque moderne comme ils s'unirent jadis, et devenir tous, à nouveau, une nation

arabe comme ils l'étaient jadis.

Et je me souviens que je les contestai longuement sur cette union, et que je leur demandais : où donc sera la capitale de cette union ?! Sera-t-elle à Médine, comme à l'époque des califes bien guidés ?! Ou à Damas, comme à l'époque des Omeyyades ?! Ou à Bagdad, comme à l'époque des Abbassides ?!

Et ils me répondaient avec le plus grand mépris, disant : ce n'est pas là l'essentiel ; l'essentiel est que la nation arabe réalise son unité, et il n'y a nul mal à ce que la capitale de cette union soit où l'on voudra qu'elle soit.

Puis il ne fallut pas longtemps avant qu'ils ne m'accusent, dans leurs journaux, d'abord de pharaonisme, puis de chu'ûbiyya, puis qu'ils n'aillent au-delà de moi pour accuser tous, ou la plupart, des écrivains égyptiens de ce même pharaonisme qu'ils prétendaient détester de la plus vive détestation et rejeter du plus vif rejet.

Et j'étais en Syrie en l'an mille neuf cent quarante-quatre, lorsque des délégués des pays arabes se réunirent dans la ville d'Alexandrie pour étudier la création de la Ligue arabe. Et je n'ai pas oublié avoir prononcé à Damas une conférence pour le millénaire d'Abou al-Ala al-Maarri, dans laquelle je souhaitai le succès à l'idée de la Ligue arabe et à ceux qui s'efforçaient de la réaliser, sur quoi les immenses foules éclatèrent en acclamations et en applaudissements, tandis que M. Choukri al-Qouwatli — alors président de la République syrienne — présidait cette assemblée, et les acclamations et les applaudissements se poursuivirent sans relâche jusqu'à ce que je désespère, ou presque, de jamais achever mon propos sur Abou al-Ala.

Et en ces jours-là, les Syriens se mirent à me féliciter d'avoir renoncé au pharaonisme et de m'être tourné vers l'unité arabe — non seulement à Damas, mais à Maarrat al-Nouman, à Alep, et à Hama également.

Tels étaient les Syriens durant tout le mandat français ; et lorsque ce mandat prit fin et que l'indépendance fut accordée aux Syriens, ils ne doutèrent nullement que la réalisation de l'unité arabe complète était devenue chose proche.

Et il n'y a aucun doute que les Syriens furent parmi les premiers à songer à l'unité, à y appeler, et à s'y consacrer avec zèle, jusqu'à ce qu'un

jour ils se trouvent contraints de hâter sa réalisation, d'insister sur cette réalisation avec la plus grande et la plus forte insistance, et de prendre les devants sur les circonstances favorables à la réalisation de cette union, de crainte que des obstacles ne surgissent sur le chemin de sa réalisation.

Puis ils se rendirent un jour en Égypte et assiégèrent le président de sa République d'insistance et de pression, allant presque jusqu'à lui faire porter le poids des graves épreuves qui affligeaient alors la Syrie. La Turquie les harcelait à la frontière nord, Nouri al-Saïd rêvait du Croissant fertile et cherchait l'aide de l'Angleterre pour le réaliser, et Israël était un danger imminent à la frontière, du troisième côté.

Et c'était comme si l'attitude même des Syriens était sur le point de réciter au président de la République en Égypte ce vieux vers arabe devenu proverbial :

*Si je dois être mangé, alors sois toi qui me manges,
ou sinon viens à mon secours avant que je ne sois déchiré.*

Mais le président de la République n'avait nulle envie de dévorer qui que ce soit, ni ne souhaitait que sa propre patrie devore qui que ce soit ; il était simplement un homme arabe généreux, qui n'hésitait pas à se porter au secours de tout autre citoyen arabe ayant besoin de cette aide et la demandant.

Et ainsi le président de la République égyptienne se trouva lui aussi contraint de répondre à cet appel syrien, sachant pertinemment que cette réponse lui susciterait d'innombrables problèmes, l'exposerait à des épreuves que seuls des hommes de ferme résolution peuvent surmonter, et lui imposerait des charges que seuls peuvent porter ceux qui croient à la vérité et au bien, et qui répondent à l'appel de la chevalerie, de l'honneur et du secours lorsqu'on les y appelle.

Et je me souviens avoir rencontré un de nos ministres après que cette union fut conclue, et lui avoir dit : cette union que vous avez conclue, avant son heure, vous suscitera, et nous suscitera, des problèmes dont nous n'avons nul besoin, et nous avons déjà bien assez de problèmes qui nous font face dans notre propre patrie. Et sa réponse fut que l'homme généreux préfère consentir des sacrifices, quelque lourds et quelque graves qu'ils soient, plutôt que d'exposer son frère au danger.

L'union fut donc conclue, et le peuple syrien la ratifia à l'unanimité, et le peuple égyptien ne fut pas moins unanime à ratifier cette union. Et les problèmes commencèrent, et se succédèrent, et le président de la République et ses collègues supportèrent leurs poids, leurs charges et leurs tourments, sans épargner leur effort ni leur argent. Et il n'y a aucun doute que ce que la Syrie a tiré de cette union fut mille fois et plus ce que le peuple égyptien en a tiré au cours de ces trois dernières années.

La patrie syrienne fut préservée pour son peuple, ses frontières furent assurées, les ambitions des convoiteurs à son égard furent coupées court, la vie fut rendue plus facile pour les Syriens tant dans leur propre pays que dans le nôtre, des gains presque incalculables furent mis à la disposition des ouvriers et des paysans, et la justice sociale fut réalisée parmi eux dans la plus grande mesure possible en ce court espace de temps. Mais l'homme est par nature porté à l'ingratitude insolente, prompt à renier un bienfait, prompt à mécroire en une faveur reçue, et c'est pour cette raison — et pour nulle autre — qu'une petite faction de Syriens répondit à l'appel du colonialisme, préférant ses propres intérêts particuliers aux intérêts de la patrie syrienne, voire aux intérêts de la patrie arabe tout entière.

Ils préférèrent vivre dans l'aisance et s'y adonner avec excès, tandis que le peuple syrien souffrirait et se noierait dans la souffrance ; ils préférèrent réaliser leurs propres gains injustes et leur propre tyrannie coupable, plutôt que de laisser poindre dans les âmes des Arabes, à travers toutes leurs patries diverses, les espoirs d'unité, de puissance et de dignité.

Et le président de la République adopta, face à cette trahison, à cette ingratitude et à cette mécréance envers un bienfait reçu, une attitude qu'on ne saurait décrire, au minimum, que comme l'attitude d'un homme noble et généreux : il choisit de préserver avant tout le salut de la patrie syrienne, refusa de céder au simple sentiment, refusa de contraindre les Syriens à être fidèles à leurs serments, à leurs engagements et à leurs pactes, et les laissa seuls face à leur propre conscience ; il alla même plus loin encore, et ne demanda aux Syriens que de ne pas verser le sang les uns des autres, et de préserver l'unité de la patrie syrienne afin de la défendre lorsque les épreuves viendraient à l'assaillir. Il fit tout cela sans jamais se dresser entre les Syriens et leur propre volonté de faire d'eux-mêmes ce qu'ils voulaient ; il ne retint qu'une seule réserve : qu'il ne reconnaîtait un gouvernement syrien que si le peuple syrien l'avait ratifié par un référendum libre et digne.

Et tous les Égyptiens se tiennent aux côtés de la position du président de la République, et prient Dieu de guider les pas du peuple syrien, de le diriger vers ses véritables intérêts, et de faire de son idéal le plus élevé, toujours, la vérité, le bien et la dignité des Arabes ; et ils espèrent, devant Dieu, qu'Il soit exalté, que ce noble verset de la sourate des Abeilles ne vienne pas s'appliquer à la minorité ingrate parmi nos frères syriens : « Et Dieu propose en parabole une cité qui était sûre et tranquille, dont la subsistance lui parvenait abondamment de toutes parts ; puis elle mécrut aux bienfaits de Dieu, et Dieu lui fit goûter le vêtement de la faim et de la peur, pour ce que ses habitants faisaient. »